

INTERNATIONAL RÉTRO

societe.union@sonapresse.com

Brèves

**NÉCROLOGIE. HÉCATOMBE
PARMI LES ANCIENS CHEFS
D'ÉTAT AFRICAINS**



Photo: DR/L'Union

De Daniel Arap Moi (4 février) à Pierre Buyoya (18 décembre), de Hosni Moubarak (25 février) à Mamadou Tandja (24 novembre), en passant par Joachim Yhombi Opango (30 mars), Pierre Nkurunziza (8 juin), Pascal Lissouba (24 août), Moussa Traoré (15 septembre), Amadou Toumani Touré (10 novembre) ou Jerry Rawlings (12 novembre, photo), pas moins de 12 ex-chefs d'Etat du continent nous ont quittés en 2020.

AFGHANISTAN. ACCORD ENTRE ÉTATS-UNIS ET TALIBANS

Le 29 février, Etats-Unis et talibans afghans signent un accord historique à Doha, ouvrant la voie au retrait des troupes américaines après deux décennies de guerre. Malgré des négociations de paix entre gouvernement afghan et insurgés depuis septembre, le pays reste ravagé par les violences. Le Pentagone a annoncé le retrait de quelque 2 000 soldats d'ici le 15 janvier. Il en restera 2 500.

LIBAN. EXPLOSION À BEYROUTH

Le 4 août, une gigantesque explosion fait plus de 200 morts et au moins 6 500 blessés, détruit le port de Beyrouth et ravage des quartiers entiers de la capitale libanaise. La déflagration, déclenchée par un incendie dans un entrepôt abritant des tonnes de nitrate d'ammonium sans précaution, met à terre une économie déjà aux abois.

MALI. ENCORE UN COUP D'ÉTAT

Le 18 août, le président malien Ibrahim Boubacar Keita est renversé par un putsch militaire après plusieurs mois de crise politique. Le putsch, condamné par la communauté internationale, entraîne des sanctions levées après la formation le 5 octobre d'un gouvernement de transition dirigé par Bah Ndaw, qui doit rendre le pouvoir aux civils dans les 18 mois.

Etats-Unis : Biden élu, Trump battu

M.A.
Libreville/Gabon

LE Covid-19, pandémie sans précédent apparue dès le 11 janvier (sujet traité en page Société), l'escalade au Moyen-Orient à compter du 3 janvier avec la mort du général Qassem Soleimani, architecte de la stratégie iranienne dans la région, tué dans une frappe de drone américaine à Bagdad, le Brexit (la Grande-Bretagne sortant officiellement de l'Union européenne cette nuit du 31 décembre), la mort le 25 mai de George Floyd qui a ravivé les tensions raciales aux Etats-Unis et provoqué une onde de choc à travers la planète, la "guerre froide" Chine-Etats-Unis en mai-juillet-août-décembre, le conflit au Nagorny Karabakh le 27 septembre, les attentats en France (16 et 29 octobre) et en Autriche (2 novembre), le coup d'Etat au Mali le 18 août (lire-ci contre) ou le conflit dans le Tigré (Ethiopie) à partir du 4 novembre : nombre d'événements ont secoué le monde en cette année 2020 finissante.

Mais comment ne pas s'appesantir sur l'élection présidentielle américaine ? Une sorte de saga qui, par la personnalité du président sortant, les multiples rebondissements dans une campagne d'une agressivité inouïe, l'issue de celle-ci à laquelle a bien du mal se résoudre Donald Trump, a passionné le monde entier. Jouant sur du velours, grâce notamment à de bons résultats économiques, l'ex-magnat de l'immobilier semblait bien parti pour une réélection dans un fauteuil.

Et puis patatras. Sa gestion de l'épidémie de coronavirus, son manque d'empathie envers les victimes, ses prises de position, notamment dans l'affaire George Floyd, bref, sa personnalité clivante – jamais sans doute les Etats-Unis n'ont paru aussi divisés – ont semblé tout remettre en cause, remettant en selle son adversaire Joe Biden, dont la campagne à l'investiture démocrate avait pourtant mal débuté, avant de s'imposer dans la dernière ligne droite. La même qui a vu ce dernier distancer dans les sondages le locataire de la Maison

Blanche, jusqu'au résultat du 3 novembre, jour de l'élection.

Après quatre jours d'attente tendue, l'ancien vice-président de Barak Obama franchit le seuil des 270 grands électeurs, remportant ainsi la course à la Maison Blanche. Pas du tout du goût de Donald Trump, qui crie sans preuve à la fraude, et refuse de reconnaître sa défaite. Le 14 décembre, pourtant, le collège électoral entérine la victoire du candidat démocrate, avec 306 grands électeurs contre 232 pour le républicain.

Le 20 janvier, jour de son investiture, il sera à 78 ans, le président le plus âgé à faire son entrée à la Maison Blanche – aux côtés d'une vice-présidente, Kamala Harris, 56 ans, symbole du renouvellement, de la féminisation et de



Photo: AFP

Donald Trump et Joe Biden. C'est le second qui est sorti vainqueur du duel qui les a opposés.

la diversité qu'il avait annoncés. Entre-temps, son bientôt prédécesseur, comme dans une tragédie shakespearienne, vit retranché,

avec une poignée de "loyalistes", prenant une série de décisions qui évoquent la politique de la terre brûlée.

Afrique : les sortants restent



Conception: D. Maixant MOUSSAYOU

M.A.
Libreville/Gabon

BURUNDI, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Ghana... 2020 aura été une année d'élections aux quatre coins du continent. Mais ce sont, évidemment, celles présidentielles qui auront cristallisé l'attention, en raison notamment des tensions créées par nombre d'entre elles (Togo, Côte d'Ivoire, Guinée, notamment).

A de rares exceptions près, ces scrutins ont pour dénominateur commun la réélection des chefs d'Etat en place, à partir d'un scénario certes différent. La Côte d'Ivoire et son voisin la Guinée partagent le même : une réforme – contestée – de la Constitution,

qui a "remis les compteurs à zéro", ouvrant ainsi la voie à un troisième mandat.

C'est ainsi qu'Alassane Ouattara, revenu de son engagement de ne pas se représenter à la suite de la disparition, le 8 juillet, de son dauphin désigné Amadou Gon Coulibaly, est réélu dans un fauteuil (95,31%) à l'issue du scrutin du 31 octobre. Son homologue guinéen, Alpha Condé, 82 ans, l'a été moins de deux semaines auparavant, le 18 octobre, un peu moins confortablement (59,49%). Réélu aussi, dans la même région d'Afrique de l'ouest, mais pour un second mandat, le Burkinabé Roch Marc Christian Kaboré (57,74%), le 22 novembre, et le Ghanéen Nana Akufo-Addo (51,59%) le 7 décembre, à l'issue d'un scrutin

extrêmement serré dans un pays, il est vrai, cité comme un exemple de démocratie en Afrique subsaharienne. Le Togolais Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005, avait, lui, décroché un troisième mandat dès le 22 février (70,78%). L'Afrique de l'ouest aura été aussi le théâtre d'une transition pacifique inédite. Au Niger, où Mahamadou Issoufou quittait la tête du pays au bout de ses deux mandats, on attendait de connaître l'identité de son successeur.

Le Burundi qui avait vu aussi s'effacer Pierre Nkurunziza, disparu depuis, a élu le 20 mai Évariste Ndayishimiye (68,72%). Reste la Centrafrique, dont les élections présidentielle et législatives le 27 décembre n'ont pas encore livré leur verdict.